



PREFECTURE DE LA REUNION

SECRETARIAT GENERAL
DIRECTION DES ACTIONS INTERMINISTÉRIELLES
Bureau de la Coordination Générale et du Courrier

SAINT-DENIS, le 05 AOUT 2008

ARRETE N° 1986 **portant intérim du** **Sous-Préfet de l'arrondissement de Saint-Benoît** **du lundi 18 août au mercredi 3 septembre 2008 inclus**

LE PREFET DE LA REUNION
Officier de la Légion d'Honneur

- VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions modifiée et complétée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 ;
- VU la loi n° 82-1171 du 31 décembre 1982 portant organisation des régions de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique et de La Réunion ;
- VU la loi du 7 janvier 1983 complétée par la loi du 22 juillet 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat ;
- VU la loi n° 84-747 du 2 août 1984 relative aux compétences des régions de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique et de La Réunion ;
- VU la loi n° 87-1127 du 31 décembre 1987 portant réforme du contentieux administratif ;
- VU le décret n° 95-486 du 27 avril 1995 relatif aux pouvoirs des sous-préfets ;
- VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements d'outre-mer ;
- VU le décret du 13 juillet 2007 nommant **M. Alain GERARD**, sous-préfet de l'arrondissement de Saint-Pierre ;
- VU le décret du 20 juillet 2006 portant nomination de **M. Pierre-Henry MACCIONI**, préfet de la région Réunion, préfet de La Réunion ;
- VU l'arrêté n° 2561 du 11 juillet 2006 portant organisation des sous-préfectures de La Réunion ;
- VU l'arrêté n° 701 du 20 mars 2008 portant organisation de la préfecture de la Réunion ;

VU l'arrêté n° 2709 du 27 août 2007 portant désignation des fonctionnaires pour la présidence de la sous-commission départementale et les commissions d'arrondissement relatives à la sécurité et à l'accessibilité des établissements relatives à la sécurité et à l'accessibilité des établissements recevant du public.

SUR PROPOSITION du secrétaire général de la préfecture de La Réunion,

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} : **M. Alain GERARD**, sous-préfet de l'arrondissement de Saint-Pierre, est chargé de l'intérim du sous-préfet de Saint-Benoît du lundi 18 août au mercredi 3 septembre 2008 inclus.

ARTICLE 2 : Délégation de signature est donnée à **M. Alain GERARD**, à l'effet de signer en mon nom, tous arrêtés, actes administratifs et décisions en toutes matières intéressant son arrondissement, y compris :

- l'attribution du concours de la force publique aux huissiers de justice en vue des saisies mobilières et immobilières ;
- les conventions de coordination des polices municipales et des forces de sécurité de l'État,

et à l'exception :

- des décisions d'orientation générale et de toutes les correspondances destinées aux administrations centrales et comportant propositions de décisions ou comptes-rendus d'activités ;
- des correspondances adressées aux parlementaires, au président du conseil régional et au président du conseil général ;
- des référés devant le tribunal administratif et la chambre régionale des comptes ;
- les recours en demande et en défense devant les juridictions administratives, et toutes actions devant les tribunaux judiciaires.

ARTICLE 3 : Délégation de signature est donnée à **M. Alain GERARD**, à l'effet de signer en mon nom, pour l'ensemble du département de La Réunion, tous actes administratifs et décisions portant sur les actions afférentes à la sécurité routière dans le domaine de la prévention et du contrôle.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement de **M. Alain GERARD**, délégation permanente est donnée à **Mme Marie-Line THIEBAUX**, attachée principale, secrétaire générale de la sous-préfecture de Saint-Benoît dans les domaines suivants :

I. ADMINISTRATION GENERALE - CABINET

1. Correspondances courantes,
2. Certificats de service fait,
3. Engagement des dépenses de fonctionnement de la sous-préfecture et de la résidence jusqu'à un montant de 1 500 euros,
4. Formulaire de demande de la médaille du travail et de la médaille d'honneur des sapeurs-pompier,
5. Décisions relatives à la commission d'attribution de logements,
6. Décisions des commissions d'arrondissement relatives à la sécurité et à l'accessibilité des établissements recevant du public,
7. Toutes correspondances relatives au suivi de la politique de la ville.

II. REGLEMENTATION et POLICE ADMINISTRATIVE

1. Délivrance des cartes grises,
2. Délivrance des cartes nationales d'identité,
3. Délivrance des passeports,
4. Délivrance des permis de conduire et duplicata à l'exception des échanges de permis étrangers,
5. Conversion de permis militaires,
6. Sanctions administratives relatives aux infractions au code de la route dans le ressort de l'arrondissement,
7. Commissions médicales pour l'examen de l'aptitude physique des candidats aux permis de conduire,
8. Inscriptions d'opposition sur les véhicules,
9. Transmissions diverses relatives au fonctionnement de la régie de recettes de la sous-préfecture,
10. Délivrance des permis de chasser,
11. Récépissés de déclaration de détention d'armes,
12. Cartes européennes d'armes à feu,
13. Attestations provisoires et cartes de commerçants non sédentaires,
14. Récépissés de déclaration, de modification et de dissolution des associations loi 1901 et des associations syndicales de propriétaires,
15. Récépissés de déclaration de manifestations diverses et de rassemblements sur la voie publique,
16. Correspondances diverses relatives aux enquêtes prévues par la loi n° 83-630 du 12 juillet 1983 pour la démocratisation des enquêtes publiques et la protection de l'environnement,
17. Installations classées soumises à déclaration,
18. Recherches dans l'intérêt des familles.

III ADMINISTRATION LOCALE

1. Cotation et paraphe des registres des arrêtés des maires et des délibérations des conseils municipaux, des conseils d'administration des CCAS et des assemblées délibérantes des EPCI,
2. Visas des listes électorales,
3. Organisation des élections municipales et cantonales et récépissés de déclaration de candidatures.

ARTICLE 5 : En cas d'absence ou d'empêchement de **M. Alain GERARD** et de **Mme Marie-Line THIEBAUX**, **délégation permanente** est donnée à **M. Philippe DAMBREVILLE**, attaché, à l'effet de signer :

1. Correspondances courantes,
2. Certificats de service fait,
3. Engagement des dépenses de fonctionnement de la sous-préfecture et de la résidence jusqu'à un montant de 1 500 euros,
4. Sanctions administratives relatives aux infractions au code de la route dans le ressort de l'arrondissement,
5. Cartes européennes d'armes à feu,
6. Cartes de commerçants non sédentaires,
7. Récépissés de dissolution des associations loi 1901 et des associations syndicales de propriétaires,
8. Organisation des élections municipales et cantonales et récépissés de déclaration de candidatures,
9. Décisions relatives à la commission d'attribution de logements.

ARTICLE 6 : En cas d'absence ou d'empêchement de **M. Alain GERARD** et de **Mme Marie-Line THIEBAUX**, et de l'un des deux chefs de bureau, délégation est donnée à **M. Philippe DAMBREVILLE**, attaché, à l'effet de signer, dans leurs domaines respectifs, les actes suivants:

1. Formulaire de demande de la médaille du travail et de la médaille d'honneur des sapeurs-pompier,
2. Inscriptions d'opposition sur les véhicules,
3. Commissions médicales pour l'examen de l'aptitude physique des candidats aux permis de conduire,
4. Transmissions diverses relatives au fonctionnement de la régie de recettes de la sous-préfecture,
5. Récépissés de déclaration de détention d'armes,
6. Attestations provisoires de commerçants non sédentaires,
7. Récépissés de déclaration et de modification des associations loi 1901 et des associations syndicales de propriétaires,
8. Récépissés de déclaration de manifestations diverses et de rassemblements sur la voie publique,
9. Correspondances diverses relatives aux enquêtes prévues par la loi n° 83-630 du 12 juillet 1983 pour la démocratisation des enquêtes publiques et la protection de l'environnement,
10. Installations classées soumises à déclarations,
11. Correspondances diverses relatives aux enquêtes prévues par la loi n° 83-630 du 12 juillet 1983 pour la démocratisation des enquêtes publiques et la protection de l'environnement,
12. Recherches dans l'intérêt des familles,
13. Cotation et paraphe des registres des arrêtés des maires et des délibérations des conseils municipaux, des conseils d'administration des CCAS et des assemblées délibérantes des EPCI,
14. Visas des listes électorales.

ARTICLE 7 : **Délégation permanente** est donnée à **M. Yannick BOYER**, secrétaire administratif, chef du bureau de la réglementation, à l'effet de signer :

1. Les attestations provisoires de commerçants non sédentaires,
2. Les récépissés de déclaration et de modification des associations loi 1901 et associations syndicales de propriétaires,
3. Récépissés de déclaration de détention d'armes,
4. Les accusés de réception et bordereaux de transmission relatifs à la réglementation et à la police administrative,
5. Les actes relatifs aux commissions médicales pour l'examen de l'aptitude physique des candidats aux permis de conduire,
6. Les transmissions diverses relatives au fonctionnement de la régie de recettes de la sous-préfecture,
7. Les inscriptions d'opposition sur les véhicules,
8. Les visas des listes électorales,
9. Les installations classées soumises à déclaration,
10. Les correspondances diverses relatives aux enquêtes prévues par la loi n° 83-630 du 12 juillet 1983 pour la démocratisation des enquêtes publiques et la protection de l'environnement,
11. Les recherches dans l'intérêt des familles.

ARTICLE 8 : **Délégation permanente** est donnée à **M. Théo PAYET**, secrétaire administratif, chef du bureau des collectivités locales et des affaires sociales à l'effet de signer :

1. Les accusés de réception des actes et documents transmis à la sous-préfecture en application de la loi du 2 mars 1982 modifiée,
2. Les cotations et paraphe des registres des arrêtés des maires et des délibérations des conseils municipaux, des conseils d'administration des CCAS et des assemblées délibérantes des EPCI,
3. Les bordereaux de transmission et correspondances courantes en matière d'expulsion locative, d'urbanisme et de contrôle budgétaire,
4. Les formulaires de demande de la médaille du travail et de la médaille d'honneur des sapeurs-pompiers,
5. Les récépissés de déclaration de manifestations diverses et rassemblements sur la voie publique.

ARTICLE 9 : En cas d'absence ou d'empêchement de **M. Alain GERARD**, de **Mme Marie-Line THIEBAUX** et de **M. Philippe DAMBREVILLE**, délégation de signature est donnée à **M. Yannick BOYER**, secrétaire administratif, à l'effet de signer :

- les sanctions administratives relatives aux infractions au code de la route dans le ressort de l'arrondissement.

ARTICLE 10: En cas d'absence ou d'empêchement de **M. Alain GERARD**, délégation permanente est donnée à **Mme Margaret LAFFIN-APAVOU**, attachée, dans le cadre de sa mission de coordonnatrice Sécurité Routière pour :

- signer les courriers concernant l'organisation et le fonctionnement des dispositifs AGIR et ECPA ;
- attester le service fait pour les actions financées par le PDSAR dont la mission Sécurité Routière assure la maîtrise directe auprès du service de la dépense de la préfecture ;
- signer les transmissions courantes liées au fonctionnement de la mission Sécurité Routière et les bordereaux d'envoi.

ARTICLE 11 : Délégation de signature pour l'ensemble du département est donnée à **M. Alain GERARD** à l'effet de prendre, lorsqu'il assure la permanence au niveau départemental, les week-ends et jours fériés, toutes décisions nécessitées par une situation d'urgence en matière de sécurité publique, de sécurité civile et de réquisitions militaires, les hospitalisations d'office, les reconduites à la frontière des étrangers en situation irrégulière et les mémoires y afférents.

ARTICLE 12 : L'arrêté n° 1985 du 5 août 2008 est abrogé.

ARTICLE 13 : Le sous-préfet de l'arrondissement de Saint-Pierre est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

LE PRÉFET,
Pierre-Henry MACCIONI